

Saint-Denis, le 29 juillet 2021

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP897586020**

- Vu** le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;
- Vu** le décret du 29 juin 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion;
- Vu** l'arrêté du 10 mai 2021 confiant à Monsieur Mehdi BOUKERROU l'intérim du directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion, à compter du 1^{er} juin 2021 ;
- Vu** l'arrêté n° 1097 du 3 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Mehdi BOUKERROU, directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion par intérim ;
- Vu** la décision DEETS -2021/18 du 4 juin 2021, portant subdélégation de signature ;
- Vu** la demande d'enregistrement de la déclaration faite le 26 juillet 2021 par Madame Mariama BAKARI en qualité de Présidente ;

ARRÊTE :

Le préfet de La Réunion

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DEETS de La Réunion le 26 juillet 2021 par Madame Mariama BAKARI en qualité de Présidente, pour l'organisme « CAP AVENIR » dont l'établissement principal est situé 5 Allée des CHRYSANTHEMES 97490 SAINT DENIS et enregistré sous le N° SAP897586020 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Modalités :

Toute modification concernant l'activité exercée devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), cette activité ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**P/o le directeur de l'économie,
de l'emploi, du travail, et des solidarités par intérim,
Le chef du service développement
économique et des entreprises**

Arnaud SICCARDI



Délais et voies de Recours administratifs :

Cette décision peut être contestée :

La présente décision est susceptible d'être contestée dans le délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

Soit un recours gracieux ;

Soit un recours hiérarchique devant le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social-Direction Générale du Travail

39-43 quai André Citroën 75015 PARIS ;

Soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de : 2 Ter, rue Félix Guyon 97400 Saint-Denis ;

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr